

Problématiques générales du thème

La connaissance de l'histoire des croyances religieuses, des idéologies et des opinions est indispensable à la compréhension des sociétés. Ce thème permet d'aborder ensemble ces trois domaines dont les liens peuvent être étroits. Il s'agit d'étudier la place occupée par des religions aux racines anciennes, celle d'une idéologie qui s'est affirmée à l'époque contemporaine, celle de l'opinion publique inséparable du principe démocratique, dans des sociétés qui sont sous tendues par ce principe. Chaque question est traitée à partir d'un exemple qui permet d'en cerner les principaux enjeux en Europe et aux États-Unis de la fin du XIXe siècle à nos jours.

Question : Médias et opinion publique

Question	Mise en œuvre
Médias et opinion publique	Médias et opinion publique dans les grandes crises politiques en France depuis l'Affaire Dreyfus.

(BOEN spécial n° 8 du 13 octobre 2011)

« Médias et opinion publique » est l'une des trois questions composant le thème 2 « idéologies, opinions et croyances en Europe et aux États-Unis de la fin du XIXe siècle à nos jours », auquel le programme préconise de consacrer 15-17 heures au total ; le professeur peut donc construire son projet sur la base de 5 heures environ.

L'étude prévue pour la mise en œuvre de cette question peut faire l'objet d'une composition ou d'une étude critique d'un ou deux document(s) pour l'épreuve du baccalauréat.

Problématiques

Dans le cadre de la réflexion engagée sur « idéologies, opinions et croyances en Europe et aux États-Unis de la fin du XIXe siècle à nos jours », **la question invite à mettre en relation deux composantes majeures de la vie politique et sociale**. Il ne s'agit pas de retracer l'histoire de l'opinion publique et des médias mais de caractériser leurs interactions dans le cadre d'un régime démocratique qui a connu des crises, dont l'une a même provoqué sa disparition de 1940 à 1945.

L'émergence de l'opinion publique est indissociable de l'avènement la démocratie. C'est avec les Lumières qu'apparaît le modèle de l'opinion publique contemporaine ancrée dans un espace public d'essence démocratique. Au cours des XIXe et XXe siècles, le triomphe de l'opinion publique s'appuie sur la reconnaissance des libertés individuelles et collectives.

D'emblée, l'opinion publique est liée au développement des médias : elle s'affirme au XIXe siècle tandis que le développement de la presse ouvre un espace favorable aux débats contradictoires, favorisant la formation de l'opinion publique tout en étant le reflet de cette opinion. La diversification des médias au XXe siècle renforce l'importance de l'opinion publique et la confronte à de nouvelles problématiques.

L'histoire des relations entre médias et opinion publique s'inscrit dans le champ du politique. Dans le contexte des Lumières puis des révolutions européennes est apparue la croyance en une opinion publique souveraine. Au cours du XIXe siècle, gouvernés et gouvernants investissent le nouvel espace d'expression publique des journaux pour en faire une tribune

politique. Il devient primordial pour le pouvoir de connaître l'état de l'opinion. Dans les années 30, la mise au point de la technique des sondages (George Gallup aux États-Unis) permet de bénéficier de moyens d'appréciation de plus en plus précis. Après la Seconde Guerre mondiale, le sondage devient un véritable discours sur le monde politique et finit par apparaître comme la mesure de l'opinion publique. A la fin du XXe siècle, la démultiplication de la parole des citoyens via Internet remet en cause le concept même d'opinion publique au sens d'expression collective, dans la mesure où l'espace public y devient le lieu de l'expression de chacun.

Les crises politiques sont un observatoire privilégié pour mettre en évidence le rôle des médias à la fois dans l'expression et dans la formation de l'opinion publique. Les débats qu'ils permettent traduisent les affrontements des forces politiques et influencent leur issue. Les pouvoirs politiques peuvent être tentés de renforcer l'usage voire le contrôle des médias. Le développement de la radio, de la télévision puis d'Internet et de la téléphonie mobile ont induit un poids croissant de l'opinion qui suscite des craintes: risque de dissolution du corps social, de dérives populistes, de personnalisation du pouvoir associée à une démocratie du public qui privilégie un tête à tête entre l'opinion et les politiques, démocratie d'émotion encouragée par la dramatisation médiatique..

Les interrogations suivantes peuvent servir de fils directeurs:

- Comment les médias participent-ils à la formation et à l'expression de l'opinion publique ?
- Quel est le rôle du contexte politique dans l'évolution des relations entre l'opinion publique et les médias ?

Supports d'étude

Le cas particulier mais significatif des relations entre « médias et opinion publique dans les grandes crises politiques en France depuis l'Affaire Dreyfus » doit permettre de mettre en évidence ces problématiques en analysant quelques grandes crises de la vie politique française. Celles-ci se caractérisent par une rupture du consensus démocratique ou une remise en cause des institutions ou encore une contestation des valeurs dominantes, parfois par tous ces aspects à la fois. Si la présentation est ici effectuée selon la succession des crises pour des raisons de clarté, le professeur ne traite, dans le cadre du cours, que quelques exemples de son choix.

1 Le premier exemple est celui de l'affaire Dreyfus, étudiée en première, et représentative des rapports entre médias et opinion publique à la fin du XIXe siècle. L'enracinement de la culture républicaine s'est accompagné de la conquête essentielle de la liberté de la presse (lois de 1881 et de 1889). Dans le même temps, les innovations techniques favorisent le développement de la presse et permettent une baisse du prix des journaux. Il s'agit d'une révolution médiatique et civique : le citoyen a dorénavant les moyens de lire le journal pour se forger une opinion et participer au débat démocratique. La presse triomphe dans une fonction médiatrice entre le citoyen, l'État et les forces partisans. Forte de meilleurs moyens d'informations, d'un personnel qui se professionnalise, elle devient l'instrument privilégié de la communication politique et sociale. Les joutes idéologiques jouent un rôle essentiel dans le succès d'un journal. L'Affaire Dreyfus en est la parfaite illustration : archétype d'une guerre de la presse, elle permet aux deux camps de s'affronter à travers éditoriaux, articles, enquêtes et images. L'étude permet de montrer comment l'Affaire conduit à une bipolarisation de l'opinion publique, entretenue par l'engagement d'intellectuels qui, comme la presse, prennent une place nouvelle dans la vie politique et sociale.

2 La crise du 6 février 1934 permet d'analyser l'influence respective d'une presse puissante et de la radio, nouveau média, qui devient une source d'information pour près de la moitié des Français au cours des années 1930. La presse demeure le lieu d'expression des affrontements idéologiques. De grands journaux populaires exploitent les scandales politico-financiers des années 1930 et jouent un rôle majeur dans l'essor de la défiance de l'opinion publique vis-à-vis du politique. La politisation des journaux s'accroît. L'Humanité double son tirage entre 1930 et 1939. La presse de droite se déchaîne contre le parti radical et le régime parlementaire, notamment après l'affaire Stavisky. Les radicaux au pouvoir s'expriment à travers un puissant quotidien national (L'œuvre) et des relais régionaux (le Progrès de Lyon, la Dépêche). Le 6 février 1934, les parutions reflètent la violence des fractures politiques qui déchirent l'opinion. Les journaux conservateurs jouent, avec l'Humanité, un rôle certain dans la démission de Daladier le 7 février. Les informations diffusées à la radio sont, en revanche,

étroitement surveillées par le pouvoir qui affirme son emprise sur le réseau national. Le traitement radiophonique du 6 février 1934 témoigne de ce contrôle de l'État. La nuit des affrontements, le réseau d'État attend la fin de l'opéra en cours pour retransmettre un communiqué du ministère de l'intérieur. Radio Paris présente les manifestants comme « des repris de justice ». Prenant appui sur la « menace fasciste », le gouvernement d'union nationale puis le Front populaire renforcent le contrôle étatique de la radio : une grande administration est créée et placée sous l'autorité directe de la présidence du Conseil. Les journaux de droite s'insurgent alors contre la TSFIO.

3 La crise liée à la défaite de 1940, qui débouche sur la mise en place du régime de Vichy (évoquée en première et dans le thème 1 du programme de terminale) provoque une rupture : avec la fin de la démocratie, presse et radio sont totalement instrumentalisées et soumises à la censure et à la propagande.

Jusqu'en 1944, la presse est muselée : beaucoup de titres disparaissent avec l'interdiction allemande dès 1940, d'autres se réfugient en zone libre où les conditions de publications sont à peine meilleures. Certains servent la propagande allemande qui les financent, d'autres la Révolution Nationale. Les services de la propagande allemande soutiennent la création d'un ensemble de titres dévoués à la collaboration. Les grands journaux des années 1930 qui survivent perdent la confiance du public, les tirages s'effondrent, les créations allemandes ou vichystes ne rencontrent qu'une curiosité éphémère. L'essor de la presse clandestine atteste cependant d'une intense demande d'informations (plus de 1000 titres publiés entre 1940 et 1944 : cf. les combats de la Résistance étudiés en première). Cette presse de la Résistance s'organise en liaison avec la « France Libre » (création en 1943 de la Fédération nationale de la presse clandestine). On assiste, par ailleurs, à une véritable guerre des ondes. Les services de Goebbels diffusent dès le début de la guerre des émissions en français (Radio Stuttgart). Au moment de la débâcle, alors que la radio reste le seul moyen d'information dans un pays désorganisé, les postes allemands assaillent les Français d'informations alarmantes. C'est par le canal radiophonique que Pétain s'adresse aux Français le 17 juin 1940 mais aussi que passe l'Appel du 18 juin 1940, peu écouté. Après l'armistice, le réseau d'émetteurs est divisé en deux : Radio Paris au Nord sous contrôle allemand, Radio Vichy au Sud qui s'aligne progressivement sur les thèmes de la Radio allemande. En septembre 1940 débute, sur les ondes de la BBC, l'émission « Les Français parlent aux Français », dont le succès s'accroît à mesure qu'approche la Libération, malgré les attaques virulentes de la propagande allemande et vichyste contre le « général micro ».

4 L'analyse de la crise du 13 mai 1958, également évoquée en première, permet de montrer le poids qu'ont les médias audiovisuels contrôlés par le pouvoir politique sur l'opinion.

Avec la crise algérienne, la politisation de la RTF devient effective. Les coups de Klaxon relayés sur les ondes scandant « Algérie française » contribuent à la dramatisation de la situation. Le Journal filmé des *Actualités Françaises* diffuse une version officielle des événements survenus à Alger qui change du tout au tout à une semaine d'intervalle autour du 13 mai, relayant le changement de pouvoir à la tête de l'État. Une édition spéciale interprète les événements en faveur du nouveau détenteur de l'exécutif, passant sous silence tout ce qui a permis aux opposants de parler d'un coup d'État. Ce journal filmé joue sur les imaginaires pour construire une continuité entre les actions du général de Gaulle pendant la Seconde Guerre mondiale et en 1958. Pour De Gaulle, la radio et la télévision relèvent des prérogatives directes du chef de l'État. La Maison de la Radio, inaugurée en 1963, symbolise la centralisation de l'audiovisuel français. La radio s'affirme comme le média dominant à la fin des années 1950 et au début des années 1960. Ce rôle est favorisé par des progrès techniques (transistor 1956) et l'émergence de radios périphériques (Europe 1 en 1955). L'événement se déroule désormais en direct à la radio. La guerre d'Algérie est un bon révélateur de cette tendance. Les auditeurs et le contingent en reçoivent individuellement les échos sonores et la radio sert de relais au gouvernement pour appeler à la vigilance de l'opinion au moment du putsch de 1961. Mais avec l'accroissement du taux d'équipement des ménages au cours des années 1960 (de 5% en 1958 à 62% en 1968) la télévision s'affirme comme le canal privilégié de la communication élyséenne.

5 La crise de mai 1968 constitue un tournant sociétal : elle révèle une opinion publique fracturée, volatile et sensible à l'influence de médias très critiqués mais plus puissants. La critique des médias accompagne celle de la société gaullienne.

C'est dans un paysage médiatique plus complexe (presse florissante dont De Gaulle redoute l'hostilité, écoute généralisée et individualisée de la radio, popularisation de la télévision) qu'en 1967, Guy Debord publie la « *La Société du Spectacle* », manifeste des Situationnistes : il dénonce une communication devenue un outil d'aliénation de la population. Autant que les programmes, c'est bien le contrôle de l'audiovisuel par le pouvoir qui est contesté. L'émergence d'une aspiration à la

prise de parole, directe et libérée, en phase avec les changements sociaux et moraux des années 1960, entre en contradiction avec le monopole d'État sur les ondes. Pour tous ceux qui contestent le système, les médias inféodés au pouvoir et aux classes dominantes sont les agents de la société de consommation. En 1968, l'information passe d'abord par la radio qui fait le lien entre les multiples fractions d'une opinion publique chaotique. C'est elle, en effet, qui influe d'abord sur l'opinion. Les « transistors » sont présents sur les piquets de grève, dans les universités et usines occupées, dans les manifestations et lors des émeutes. La radio publique couvre les événements de manière plus distanciée et différée que les radios périphériques qui ont la faveur des auditeurs. C'est délibérément et uniquement à la radio, que le 30 mai, le Général De Gaulle donne sa seconde allocution. En renouant avec le média qui avait fait sa popularité, il retourne l'opinion. Très imprégnés d'une culture de l'écrit, les acteurs du mouvement privilégient quant à eux la presse alternative et les affiches, telles celles de l'école des Beaux Arts. La télévision, sourde aux événements jusqu'au 10 mai, rejoint le mouvement. Le vendredi 24 mai, à 20 heures, la radio et la télévision assurent la diffusion de la première allocution du Général qui fait l'objet de vives critiques. Le 25 mai, le refus de la direction de l'ORTF de diffuser les réactions de personnalités politiques et syndicales aux propos du chef de l'État entraîne une large majorité de journalistes de l'information télévisée dans la grève. Celle-ci se prolonge alors même que le mouvement s'essouffle. Les revendications des rédactions touchent pour l'essentiel à la liberté d'expression. Ce long conflit s'achève par d'importantes sanctions et un contrôle renforcé de l'audiovisuel public.

La réflexion peut se conclure par une évocation de la crise « rampante » du politique et de la critique fondamentale des médias qui l'accompagne à partir des années 1990, avec l'émergence d'une « démocratie d'opinion ». Si le pays n'a plus connu de crise politique majeure depuis mai 1968, l'opinion se défie de plus en plus de ceux qui sont censés la représenter. Une crise politique « rampante » se nourrit de la désaffection pour le politique (essor régulier de l'abstention) et d'une mise en cause régulière des médias, accusés à la fois de collusion avec le politique et de soumission aux pouvoirs économiques. L'entrée dans une « démocratie d'opinion », construite à partir d'enquêtes, de sondages, d'indices d'écoute visant à orienter l'action politique, inquiète parce qu'elle invalide le modèle représentatif et peut aller à l'encontre de la « volonté générale » liée au suffrage universel. Issue de la révolution technologique (Internet) et du désir populaire de participation, cette intervention de l'opinion engendre des temps de déstabilisation de la vie politique (épisode du CPE, élections présidentielles de 2002, référendum de 2005). Dans ce contexte, l'influence réelle des médias fait débat. Si l'effet d'entraînement de la télévision sur les autres médias et son rôle déterminant de création de l'actualité politique est un fait pris en compte par tous les acteurs de la vie politique, des voix soulignent les limites de l'influence médiatique, du fait même de la diversité des médias, de l'accès de nombreux citoyens à des médias étrangers, et de la liberté du consommateur qui privilégie l'information confortant une opinion forgée en partie au contact de ses groupes de référence. D'autres défendent une démocratie d'opinion où les médias jouent un rôle de révélateur de l'état de l'opinion et influencent ainsi les décisions politiques. Ils situent cette montée en puissance de l'opinion publique dans une dynamique d'autonomisation croissante des individus dans les sociétés contemporaines.

Pièges à éviter dans la mise en œuvre

- Faire une histoire des médias ou de l'opinion publique.
- Isoler le traitement de chaque « crise de la République » sans établir de lien avec la problématique d'ensemble.
- Se perdre dans les méandres du contexte historique de chaque crise.
- Développer un discours abstrait sur la pertinence de la notion d'opinion publique.
- Accorder une place excessive aux questionnements du temps présent aux dépens de la profondeur historique.

Histoire des Arts

- Les affiches et les dessins de presse constituent une ressource précieuse pour toutes les périodes étudiées : un ouvrage (Raymond Bachollet, *L'affaire Dreyfus en Images*, éditions Dabecom, 2006) rassemble de nombreuses sources pour le XIXe siècle. Pour mai 1968, un ensemble d'affiches est accessible dans le cadre de l'exposition « esprits de mai 68 » sur le site pédagogique <http://classes.bnf.fr/classes/> et un ensemble documentaire très complet (photos, affiches, films) « Mai 68 en images » est présenté sur le site <http://bibliotheque.sciences-po.fr/fr>.
- Des films peuvent aussi servir de points d'ancrage à la réflexion : *L'affaire Dreyfus*, d'Yves Boisset 1995, *l'œil de Vichy* de Claude Chabrol 1993, *Le fond de l'air est rouge* de Chris Marker 1977-1993.
- Un dossier pédagogique présente les films militants tournés autour de mai 1968 sur le site du CNDP : http://www2.cndp.fr/TICE/teledoc/mire/teledoc_filmsmilitants68.pdf

Pour aller plus loin

- Reynié Dominique, *Le triomphe de l'opinion publique : l'espace public français du XVIe au XXe siècle*, Paris, Odile Jacob, 1998
- TDC n° 941, *L'opinion publique*, octobre 2007
- Winock Michel, *la fièvre hexagonale : les grandes crises politiques de 1871 à 1968*, Le Seuil, 1987
- Tartakowsky Danielle, *Le pouvoir politique est dans la rue. Crises politiques et manifestations en France*, Aubier, 1998
- Chauvau Agnès, Philippe Tetart, *Introduction à l'histoire des médias en France de 1881 nos jours*, A. Colin, 1999
- Charles Christophe, *Le siècle de la presse, (1830-1930)* Le Seuil, 2004
- Jeanneney Jean-Noel (dir.), *L'écho du siècle, dictionnaire historique de la radio et de la télévision en France*, Hachette Littératures- Arte- La Cinquième, 1999, Reed, Pluriel, Hachette 2006
- www.charles-de-gaulle.org (le rôle de la radio 1940-1944)
- www.ina.fr (Mai 68, la révolution en images)